

15, passage Dubail, Paris

ABONNEMENTS

France, 1 an 22 fr.

— 6 mois 11 fr.

Etranger, 1 an 40 fr.

— 6 mois 20 fr.

Compte Chèque Postal

Bardin Alfred

N° 1907-81, Paris

La Lutte Ouvrière

★

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

MM. les assassins... continuent !...

Pour avoir dit aux ouvriers "d'épurer" leurs boîtes des fascistes
Nous sommes saisis, perquisitionnés, poursuivis, notre meeting est interdit !

Toute la presse réactionnaire, et radicale : l'Euore, Paris-Midi, Paris-Soir, le Petit Parisien, le Jour, annonçaient des révélations sensationnelles sur les provocations « trotskystes » à l'occasion des débats de la Chambre.

Par exemple, le Jour écrivait : « Dégager comme nous l'avons dit la responsabilité gouvernementale du sang versé en la rejetant d'une part sur le trotskysme, d'autre part sur le fascisme. Tel sera le discours présidentiel ». Paris-Soir, Paris-Midi, ne prétendaient pas autre chose. Le Petit Parisien expliquait « que les recherches les plus actives se poursuivent afin d'élucider... » et si au manifestant ne s'étaient pas mêlés des fauteurs de troubles affiliés vraisemblablement à des groupements... révolutionnaires trotskystes ».

L'Humanité qui avait pourtant pris l'habitude d'expliquer toutes « les provocations » par « le trotskysme » se taisait. Il était en effet difficile d'appliquer à des événements vécus par des milliers de travailleurs, la thèse officielle de Moscou. C'est pourquoi les calomnieux staliniens ont laissé agir les calomnieux fascistes, réactionnaires et radicaux... L'affiche ignoble et ridicule de M. Desphilippin écrite au nom des Amicales socialistes (sans les consulter) et attribuant les assassinats de Clichy « aux agents de la Gestapo », dans l'espoir de compromettre ainsi les révolutionnaires en reprenant la calomnie stalinienne classique n'a reçu aucun commentaire dans Le Populaire. Blum devait faire des révélations sensationnelles, pour expliquer pourquoi sa police gouvernementale bourrée d'armes et de cadres fascistes, avait assassiné les travailleurs, son chef hiérarchique socialiste Dormoy s'étant résolu, malgré les avertissements, à protéger coûte que coûte les croix de feu.

On allait voir ce qu'on allait voir... Et on a vu un dégonflé sans précédent. Les calomnieux fascistes, réactionnaires, radicaux, social-démocrates, staliniens ont réculé, faisant par là la preuve éclatante, que leurs campagnes sur « la provocation trotskyste » n'est qu'une comédie dictée par la frousse devant la montée révolutionnaire.

Les porte parole de la réaction et du fascisme ont interpellé le gouvernement principalement pour exprimer la volonté du patronat de voir réprimer les magnifiques actions de lutte des ouvriers à Argenteuil (soie artificielle) à Clichy (maison Lemerier), chez Geoffroy-Delort, chez Citroën, à Colombes (chez Alstom), à Levallois (chez Ollida), à Pierrefitte (maison Pautz), à Gennevilliers (Gnome et Rhône), à la société « Le Carbone », à Bobigny (Illustration), à Issy-les-Moulineaux (chez Landron), à Boulogne (à l'usine L.M.T.), chez Gnome et Rhône, à l'usine Kellermann. Dans chacune de ces boîtes, spontanément les ouvriers ont trouvé la solution juste pour une véritable « épuration » : ils ont chassé les fascistes ! Et les porte-parole de ces derniers exigent que ça cesse.

Blum s'incline et déclare « que le gouvernement y tiendra sévèrement la main » et est « convaincu que les organisations responsables de la classe ouvrière ne laisseront pas s'introduire dans la vie corporative des pratiques auxquelles répugne le tempérament français » (Les dirigeants de la Fédération des métaux ont déjà obéi !)

Aussi le même Blum peut-il se rendre cette justice que le gouvernement « n'a cessé d'être depuis dix mois, un

gouvernement de front national (exclamations !) excusez ce lapsus, un gouvernement national de front populaire... »

Il met en cause sous l'hypocrite forme interrogative des manifestants : « N'y a-t-il pas quelque chose de disproportionné, quelque chose de blessant, de dangereux, à appeler une ville entière pour protester autour de cette réunion inoffensive et presque familiale ? »

Après lui, le président Duclos, au nom du groupe communiste, sans rien relever des infamies prononcées contre les ouvriers communistes eux-mêmes et contre les manifestants, viendra se borner à établir que le P.S.F. est une organisation « factieuse ». C'est lui qui d'ailleurs a rédigé l'ordre du jour de confiance, qui constitue l'avalisation du crime.

La conclusion du débat est claire. Capitulation complète devant la volonté des fascistes et des radicaux ! MM. les assassins peuvent continuer ! Pas l'ombre d'une sanction !

Mais voyons l'autre côté de la question : Pas de sanctions pour les assassins, pour les cadres fascistes et réactionnaires de la police ! Oui, mais les sanctions pour les ouvriers. On va « mettre un terme » à l'épuration spontanée par les ouvriers eux-mêmes dans les usines !

Et les sanctions sont déjà déclanchées sur ceux qui représentent la volonté révolutionnaire des masses, c'est-à-dire sur les « trotskystes ».

Rien contre les assassins, pas la moindre mesure. Mais une nouvelle inculpation de la Lutte Ouvrière. Perquisitions du local du P.O.I. Perquisition policière chez certains de nos militants. Interdiction de notre meeting « pour libérer les travailleurs arrêtés à Clichy ! » et pour aider les victimes à faire la lumière et à punir les responsables.

Plus que jamais le Parti Ouvrier Internationaliste, demande aux ouvriers, de persévérer dans la voie de l'épuration « par leurs méthodes de lutte de classe », en chassant eux-mêmes les cadres réactionnaires et fascistes ; il demande à tous les travailleurs de les imiter, et de coordonner leurs efforts dans cette voie.

Dans l'organisation persécutée, parce qu'elle leur dit la vérité, et leur montre le vrai chemin de la lutte contre le fascisme et le capitalisme, les ouvriers reconnaîtront de plus en plus leur organisation, leur parti.

Le mardi 23 mars, dans la matinée le commissaire Badin s'est présenté à l'imprimerie Cerbonnet pour y saisir la LUTTE OUVRIERE, dont le gérant, notre camarade Aiache, est poursuivi pour provocation de militaires à la désobéissance.

La poursuite vise spécialement la déclaration de notre parti parue dans notre dernier numéro. Ayant fait introduit dans la matinée au siège des Publications Populaires. Personne ne s'y trouvait, le local a été mis à sac, le moindre objet déplacé, des fiches éparpillées, des piles de journaux bouleversées.

Le mercredi 23, la police a perquisitionné chez nos camarades P. Naville et F. Zeller pendant plusieurs heures, faisant main basse sur tout ce qui pouvait lui servir un jour ou l'autre.

Dans l'après-midi la préfecture nous signifiait que le meeting que nous organisions pour la commémoration de La Commune était interdit.

Dès maintenant, le P.O.I. prend l'initiative d'organiser un grand meeting pour protester contre la saisie du « Libertaire », de « la Lutte Ouvrière », de la « Jeune Garde », etc.

Dans les usines...

En chassant les fascistes, les ouvriers pratiquent la politique « trotskyste »

Dans notre numéro spécial du jeudi 18 mars nous mettons au centre de notre propagande le mot d'ordre de comités d'ouvriers, fonctionnaires pour chasser des usines, de la police, de l'administration, de l'armée les ouvriers, fonctionnaires et autres appartenant aux organisations fascistes.

Dans le fait les ouvriers l'ont déjà fait leur. Dans de nombreuses usines les fascistes ont été mis à la porte, du plus petit jusqu'au plus galonné, non sans parfois s'être fait caresser. La presse bourgeoise même grand tapage autour de ces atteintes à la liberté du travail. La presse du Front populaire fait silence, faisant ainsi la généralisation du mouvement, aidant de toutes ses forces les efforts de liquidation de la direction de la Fédération des métaux et du bureau confédéral. Le patron riposte par des lock-outs de masse.

Seule la LUTTE OUVRIERE, seul le PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE répondent :

Pas de liberté pour ceux qui veulent réduire les maigres libertés conquises par la classe ouvrière dans une lutte acharnée contre la bourgeoisie.

Contrôle ouvrier sur l'embauche pour dépister et expulser les fascistes des usines ;
Comités d'usine pour le contrôle ouvrier ;
Contre les lock-out, occupation de masse.

Blum fait poursuivre Karl Marx et Révolution

A nouveau et pour la quatrième fois Révolution, organe des nos Jeunesses socialistes révolutionnaires est poursuivie par la justice de classe.

En effet, le juge d'instruction Verdier a inculpé notre camarade Stratesky, gérant du journal des J.S.R. de provocation de militaires à la désobéissance, pour un appel aux soldats paru dans Révolution.

Le passage incriminé est le suivant : « Les ouvriers ne doivent pas tirer contre leurs frères de classe, mais ils doivent retourner leurs armes contre leur propre bourgeoisie. Les prolétaires n'ont pas de patrie ! » (Une phrase de Lénine. Une phrase de Marx).

Notre camarade Stratesky a déclaré au juge qu'il était solidaire de la politique de notre organisation et qu'il approuvait entièrement le passage incriminé, d'autant plus qu'il s'agissait de citations de Lénine et de Marx.

En même temps se trouve confirmé par la répression que nous sommes bien fidèles aux principes révolutionnaires et que si Lénine et Marx revenaient, ils seraient poursuivis aujourd'hui comme... « trotskystes ».

Un million de travailleurs aux obsèques des fusillés de Clichy

Durant toute la manifestation, le drapeau rouge de la 4^e Internationale a flotté

Après les défilés sans caractère et sans consistance de ces deux dernières années auxquels nous avons assisté dimanche à une manifestation d'un véritable prolétariat révolutionnaire.

Des centaines de milliers d'ouvriers au visage contracté par la haine de classe, aux yeux ardents prêts à la riposte et à la vengeance ont défilé pendant des heures.

Mille Internationales pour une timide de Marseille, des mots d'ordre de combat repris en chœur...

Alors qu'on le croyait engourdi, affaibli, le prolétariat parisien se redressa d'un coup au moment décisif et montre sa force et sa puissance.

Nos camarades du P.O.I. qui étaient au côté des ouvriers de Clichy en lutte contre la police et qui avons eu des camarades blessés durant la nuit sanglante, nous avons tenu à accompagner les victimes de Blum-Dormoy au cimetière.

Nous avons pris place dans le 3^e groupe, d'autres camarades défilant avec leurs syndicats et notre drapeau fut placé entre celui des socialistes et des communistes.

Les communistes ne firent aucune

4^e Saisie 6^e Inculpation

et 'La Lutte' continue

LA LUTTE OUVRIERE, est certainement le journal qui totalise le plus d'inculpations de la part du gouvernement Blum. 5 inculpations : complot contre la sûreté de l'Etat, provocation au meurtre, provocation de militaires à la désobéissance, provocation à l'attroupement. Trois numéros saisis.

Et à nouveau, à l'occasion des événements de Clichy, voici que la LUTTE OUVRIERE, est pour la quatrième fois saisie, et pour la sixième fois inculpée !

Provocation de militaires à la désobéissance !

PARCE QUE NOUS AVONS INCITE LES SOLDATS A EXPULSER LEURS CHEFS REACTIONNAIRES ET FASCISTES, QUI VEULENT, COMME EN ESPAGNE, LES POUSSER A ASSASSINER LEURS FRERES DE CLASSE, LES OUVRIERS.

Les misérables canailles qui nous font ainsi poursuivre, se réfugient ensuite comme les Azana et les Prieto, en Espagne, derrière le dos des milices ouvrières, au moment où les fascistes, après s'être préparés, grâce à eux, passeront à l'action.

Le gouvernement Blum-Daladier, sait bien que notre organisation est pauvre en ressources matérielles ; c'est pourquoi il cherche à nous atteindre par toute une série de vexations policières.

Peine perdue ! La répression forge le courage des « trotskystes » !

Les ouvriers révolutionnaires seront avec nous. Et, avec eux, les milliers de chômeurs, de paysans, spoliés par Blum-Daladier et Cie. Nous vaincrons le capitalisme et le fascisme.

Camarades, contre la répression, aidez-nous, de tous vos efforts. Permettez à la LUTTE OUVRIERE de poursuivre et d'attaquer les assassins, les affameurs et leurs complices. Souscrivez !

difficulté, mieux, ils nous demandèrent de faire le service d'ordre avec eux.

Dans le groupe on remarquait nos J.S.R. en tenue : chemise grise, cravate rouge.

Tout le long du chemin pas une seule brimade contre nous, pas la moindre provocation, pas un seul coup !... Quel changement survenu en si peu de temps... Suivant le cortège nos équipes de vendeurs diffusèrent la Lutte Ouvrière et Révolution en grosse quantité.

Dans le cortège des milliers de drapeaux rouges, et peut-être en tout une dizaine de tricolores. On est plus près des événements de Clichy que des 14 juillet 1935-36 ! La prochaine fois les ouvriers eux-mêmes empêcheront que le drapeau de l'impérialisme soit dans les rangs ouvriers.

Des rangs ouvriers montent scandés sans arrêt : « De la Rocque en prison, Doriot en prison », « Dormoy démission ! » est repris à maintes reprises. Un groupe de plusieurs centaines d'ouvriers passe à la porte Clichy au cri de « Dormoy démission, milice ouvrière ! » Après avoir cessé de l'entendre depuis longtemps de la foule repart à nouveau le cri mille fois répété de « Les Soviets partout ».

Voici le troisième groupe dans lequel ont pris place nos délégations. Par les mots d'ordre, lancés par ses chants, il a été remarqué à plusieurs reprises comme le plus combattif de l'immense défilé.

Le couplet des généraux de l'Inter intitulé « Les rois nous saoulent de fumées », abandonné depuis plus de deux ans par les staliniens est chanté par plusieurs milliers d'ouvriers.

Lancé par les socialistes du 17^e qui ont-ils parlé ?...

ont décidé de ne plus jamais vendre le Populaire depuis les fusillades de Clichy part le cri de « Dormoy démission ! » auquel succède « Gouvernement ouvrier paysan », et « Milice ouvrière ! ».

Nos J.S.R. lancent le mot d'ordre : « Les prolétaires n'ont pas de patrie » que des milliers de prolétaires vont scandés sans arrêt, ainsi que « Nous vengerons nos camarades » !

Nos J.S.R. chantent le dernier couplet de la JEUNE GARDE : « Nous sommes les enfants de Lénine et de Trotsky », La foule applaudit, un stalinien plus énervé que les autres crie : « Sales trotskystes » mais son responsable lui lance aussitôt : « Tais-toi, et ferme ta gueule ! »

Quand nos mots d'ordre sont trop répétés par la foule, de temps en temps un dirigeant stalinien s'avance et nous dit : « Allons, allons, discipline les trotskystes », mais les ouvriers répliquent : « Depuis deux ans on nous dit du calme de la discipline, si ça continue en sera détruit jusqu'au dernier ! »

Quand le 3^e groupe arriva dans Clichy, d'un groupe d'ouvriers massés sur le trottoir, des réflexions sont faites :

— Tiens, c'est les trotskystes, dit un prolo.

— Oui... ils ne sont pas nombreux...

— Oh ! tu sais, ils ne sont peut-être pas très nombreux en ce moment, mais regarde-les bien... c'est la révolution qui vient !

En entrant dans Clichy, le cortège passe devant une caserne. Les soldats aux fenêtres saluent du poing. De la foule le cri part : « Les soldats avec nous ! » Ceux-ci répliquent : « Oui, mais supprimez les 2 ans ! »

DEUX GRANDS MEETINGS

A Marseille :

le dimanche 4 avril à 9 h. 30 au Royal Bio Cinéma, rue du Tapis vert.

A Toulon :

le vendredi 2 avril, à 20 h. 30 (lieu indiqué par affiche).

Orateurs du P.O.I., du Comité pour l'enquête sur les Procès de Moscou, de l'Union anarchiste, des organisations ouvrières.



Un groupe de volontaires "trotskystes" d'Espagne saluent la "Lutte Ouvrière" et lui expriment leur solidarité.

LES LUTTES INTERNATIONALES

LA SITUATION EN CATALOGNE

Deux miliciens trotskystes d'Espagne nous écrivent...

Deux de nos camarades miliciens, membres du P.O.I., actuellement en permission à Barcelone nous écrivent et nous donnent ainsi la physionomie de la situation en Catalogne :

« Ce qui frappe les plus les miliciens qui reviennent du front et qui comme nous, n'ont pas vu Barcelone depuis plusieurs mois, c'est sans doute la pression formidable exercée par le consulat soviétique par l'intermédiaire (et directement aussi) des organisations staliniennes catalanes (PSUC, U.G.T.) en faveur d'une armée régulière « populaire ».



Partout ce ne sont qu'affiches, pancartes, tracts, et papillons directement dirigés contre les organisations qui n'ont pas encore capitulé sur cette question. Et nous avons été affligés jusqu'à ces derniers temps de manifestations quotidiennes en faveur de ce mot d'ordre et de la militarisation de l'arrière. Le résultat ne fut qu'incomplet, les masses donnant difficilement dans le panneau. Mais le P.O.U.M. et la C.N.T. capitulent sur la question de la mobilisation, qui permettra sans doute l'absorption complète des milices par l'appareil militaire bourgeois. Notre arrivée à Barcelone a coïncidé, d'autre part avec la dissolution des patrouilles de contrôle et la centralisation des forces de police dans les mains des anciens chefs de celle-ci. D'ailleurs tu dois connaître cette mesure qui supprimant les pouvoirs de police des conseils municipaux, interdisant l'entrée des organisations politiques et syndicales aux membres de la force publique, fera de celle-ci un instrument docile entre les mains de la contre-révolution.

Pour le reste, le C.N.T. continue sa collaboration « loyale » au gouvernement et le P.O.U.M. qui voudrait bien faire partie (témoin des articles parus dans l'« Hora ») il réclame un « gouvernement révolutionnaire dans le cadre de la généralité » son opposition loyale.

« Et nos camarades ajoutent :

« Il faut avertir les éléments que nous influençons contre la politique staliniennne en Espagne oui. Mais en montrant que cette politique ne serait pas possible sans les capitulations répétées des anars et du P.O.U.M. »

Nous sommes d'accord avec l'excellente analyse de la situation donnée par nos camarades miliciens.

En particulier sur ce point : la solidarité avec le P.O.U.M. contre les attaques de la contre-révolution ne doit nullement empêcher de souligner nettement les très graves erreurs de la direction de ce parti. De même en ce qui concerne la C.N.T.

Car quiconque n'a pas assimilé quelle lourde faute fut la participation au gouvernement Taradellas (qui est toute une politique), s'expose à de nouvelles fautes politiques absolument fatales. Il s'agit d'une expérience internationale, de la plus haute importance. L'avant-garde ne se forgera pas seulement par la solidarité morale, mais avant tout par la critique des erreurs, et en disant ce qui est. C'est ce que font d'ailleurs — comme le montre la lettre ci-dessus — les combattants.

Cher ami,

Vous savez aussi bien que moi ce qu'est la presse du Komintern. Il faut chaque fois se faire violence pour prendre en main un numéro de l'« Humanité ». Mes jeunes amis ont attiré mon attention sur l'article de Jacques Sadoul contre vous, exceptionnel même pour cette publication prostituée. Il s'est passé plus d'une semaine, je l'avoue, avant que j'aie pu me contraindre à lire ces deux petites colonnes. Quelle époque abjecte ! Quels gens abjects ! Jacques Sadoul vous juge et vous excommunie au nom de la révolution. Il décerne des titres en tant que participant autorisé de la guerre civile en Russie. Il se place entre vous et Lénine comme l'interprète de Lénine, comme sa personne de confiance.

Comment ne pas sentir le besoin de vous exprimer ma sympathie et ma solidarité et de dire en même temps aux ouvriers français : Jacques Sadoul ment ! Chaque ligne de son article est un mensonge, matériel ou moral.

Jacques Sadoul, qui toute sa vie fut un parasite poltron du mouvement ouvrier, parle d'un manque de courage moral chez vous. On lit — et on n'en croit pas ses yeux ! Le courage moral et Jacques Sadoul !... Quand cet individu est arrivé en Russie, il était un patriote français. Mais il préféra rendre des services à sa patrie bien-aimée en tant que déserteur légalisé et non sur le champ de bataille.

Dans la révolution russe il fut un observateur expectant, un carriériste bolchévique, dans la mesure où les bolchéviques étaient devenus une force, Jacques Sadoul se souciait avant tout

En Indochine...

Des paysans en armes résistent aux expropriateurs

Indochine. — « La Lutte », organe des conseillers municipaux indigènes de Saïgon (Staliniens et Trotskystes) rapporte dans son numéro du 4-2-37 les faits suivants :

Le conseiller colonial Lê-Kuang-Liem (du parti constitutionnaliste) a obtenu de Pagès en récompense des services rendus à l'impérialisme français 1.800 hectares de rizières sises à Thauhn-Kuoi, province de Long-Xuyen. Ces rizières ont été en grande partie mises en valeur par 200 familles paysannes qui y ont peiné plus de 10 ans, payé régulièrement l'impôt foncier de 5^e classe et auquel l'administration a formellement promis la concession définitive des terres. Lorsque Pagès a eu donné ces terres en « location » à Lê-Kuang-Liem. Du jour au lendemain 200 familles de paysans sont dépossédées de leurs biens. Dans le courant d'octobre 1936 des fermiers envoyés par lui sont venus dire aux occupants : M. le conseiller nous a loué ses rizières, nous nous installons ; et ils commencèrent à se bâtir des huttes, mais les autres répondirent que les terres leur appartenaient et non au conseiller et les menacèrent de mort, si bien que les autres partirent sans insister.

Fin janvier 1937 après la récolte du riz le conseiller a envoyé ses gens pour prendre le riz. Ceux-ci se sont heurtés à une opposition farouche. Une bataille rangée avec des coups de couteau et des haches eut lieu, il y eut de nombreux blessés. On envoya la troupe pour rétablir l'ordre. Les paysans ont proclamé qu'ils mourraient sur leur récolte plutôt que d'être expropriés.

Dans la région de Tan-an 5 moissonneurs ont été arrêtés par les notables et écroulés à la prison de Mytho sans communication avec leurs familles pour menées communistes : Ils avaient refusé de travailler à la moisson du riz pour un salaire dérisoire.

En Annam le camarade Huynh-Tiep condamné politique libéré le 14 juillet 1936 a été convoqué à la maison commune de Cui Loi. Il lui fut posé la question suivante : « Vous demandez l'abolition de l'impôt personnel, payer ce qu'ils veulent... »

« Je n'ai pas d'argent c'est pourquoi je demande à ne pas payer d'impôt personnel. Ceux qui en ont peuvent demander à payer ce qu'ils veulent. » Deux jours après il fut arrêté avec 4 autres anciens condamnés politiques, ... pour avoir lu le tract légal édité par le groupe de la lutte les invitant à établir et présenter leurs revendications à la commission d'enquête parlementaire :

Dans le même temps le Stalinienn Duong-Bach-Mail se vante d'avoir diné à la Coupole avec son excellence Moutet et Victor Bach ; en conséquence il appelle les peuples esclaves d'Indochine à se reconstruire avec leurs bourgeois impérialistes. Aussi les ouvriers et paysans révolutionnaires le traitent-ils de provocateur à la solde de la police réactionnaire. Avec Moutet il ne veut plus de congrès des comités et d'action ; il écrit nous disons simplement aux chefs de la colonie : Ne décevez pas les masses. Aux travailleurs indochinois nous disons : restez dans le cadre de la légalité la plus stricte et dans l'ordre le plus absolu.

Les bolchévistes-léninistes d'Indochine luttent aux côtés des ouvriers et des paysans ; ils les appellent inlassablement à former leurs milices et à s'armer ; à constituer leur comité d'usines et de villages à réaliser l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans contre l'ennemi de classe.

Quelques questions concrètes à M. Malraux

par Léon Trotsky

La grossièreté des expressions, trait général du camp stalinien, ne change pas le fond des choses. Je n'ai nullement dit que le Mexique était le seul pays qui ait apporté une aide à l'Espagne. J'ai dit que le Mexique a fait le maximum de ce qu'il pouvait faire et que tous les peuples l'avaient compris. Quelles que soient les destinées à venir de la révolution espagnole, il restera pour toujours dans le cœur du peuple espagnol la reconnaissance au peuple du Mexique. La politique magnanime et perspicace apporte toujours en fin de compte ses fruits.

A l'encontre du Mexique la bureaucratie soviétique a fait le minimum de ce qu'elle pouvait faire : juste assez pour ne pas se discréditer définitivement aux yeux du prolétariat. A cela il faut ajouter que la politique que la bureaucratie stalinienne impose à la révolution espagnole est dans le plein sens du mot funeste. Elle a déjà abouti à de terribles défaites dans une série de pays. Cependant, discuter des problèmes de la révolution avec M. Malraux n'a pas de sens : en 1931 déjà j'ai écrit dans la Nouvelle Revue Française que Malraux n'avait rien tiré de l'expérience de la révolution chinoise et ne s'était pas assimilé l'A.B.C. du marxisme. Depuis lors il n'a pas fait un pas en avant.

D'une actualité beaucoup plus grande est la mission que M. Malraux remplit actuellement aux Etats-Unis. Il est arrivé pour déclarer que les procès de Moscou, c'est une question « personnelle » de Trotsky ; il ne peut pas la peine de s'occuper du sort « personnel » de la vieille garde bolchévique quand il y a à l'ordre du jour des problèmes « politiques » aussi importants que la révolution espagnole. Ici M. Malraux se trahit tout à fait. Les défenseurs des falsifications judiciaires de Moscou se divisent en trois groupes. Le premier répète, comme, comme des perroquets, les formules de l'acte d'accusation, leur ajoutant des injures ; tels sont les « journaliers » du Komintern qui remplissent les instructions pures et simples de la G.P.O. Personne ne prend ces injures au sérieux et personne n'a d'égard pour eux. Le deuxième groupe qui fait semblant d'être impartial, justifie les procès de Moscou à l'aide d'arguments et de sophismes abstraits.

En d'autres termes, nous dirons : d'une analyse purement juridique, ces individus embellissent ce qui s'est passé sur la scène judiciaire, se refusant résolument à jeter un coup d'œil dans les coulisses. Cependant, toute la falsification fut préparée au cours d'une série d'années dans les coulisses et sur la scène ne s'est jouée que la partie du spectacle tragique qui était destinée spécialement à tromper l'opinion publique. Cette défense « purement juridique » peut être nommée à plein droit du prittisme, du nom de l'avocat anglais Pitt. Cependant, ce système aussi a réussi à se discréditer. Il reste une troisième voie, c'est détourner l'opinion publique des falsifications et des assassinats massifs à l'aide d'arguments pathétiques à d'autres tâches. Telle est la mission de M. Malraux et de ses semblables.

N'est-elle pas monstrueuse en effet, sa déclaration que les procès de Moscou sont des affaires « personnelles » ? De deux choses l'une : ou bien les accusations sont vraies, et toute la vieille génération du parti bolchévique, sauf l'infime clique de Staline, est réellement entrée dans la voie du fascisme, — alors ce serait symptôme témoin d'une crise insurmontablement profonde de tout le système soviétique — ou bien l'accusation est fautive, et alors le fait des falsifications judiciaires sans précédent dans l'histoire

montre que l'appareil bureaucratique est complètement pourri. Dans les deux cas le gouvernement soviétique se trouve, ainsi, gravement malade. Il faut le soigner. Il faut le sauver. Par quels moyens ? Avant de déterminer le remède, il faut établir le diagnostic. Il faut dire ce qui est. Il faut révéler la vérité. Je ne puis que regarder avec pitié les gens qui voient en cela une « question personnelle ». En liaison avec cela il est impossible de ne pas noter la petite contradiction suivante : quand je m'exprime sur des questions politiques, les amis de Staline dans tous les pays élèvent des cris : « Il faut l'expulser, car il s'immisce dans la politique ». Mais quand je me défends contre les falsifications, les mêmes amis s'écrient : « Voyez, il ne s'intéresse pas aux questions politiques, mais aux questions personnelles ». Il est difficile de plaider à ces messieurs.

Pour dépeindre encore plus clairement la véritable fonction de M. Malraux, je lui pose en face de l'opinion publique mondiale quelques questions tout à fait concrètes. Que sont devenus les vieux bolchéviques Koukline et Guertik, accusés en commun avec Zinoviev, mais qui ne sont pas parus au banc des accusés ? Est-il vrai que, en commun avec des douzaines d'autres, ils aient été fusillés au cours de l'enquête judiciaire, pour avoir refusé de chanter à l'unisson du procureur ? Qui ou non ?

Qu'est-ce devenu Sosnovsky, vieux bolchévique, ami de Lénine et écrivain remarquable ? Est-il vrai qu'il ait été anéanti pour s'être opposé aux falsifications ? Qui ou non ? Je poursuivrai cette liste quand j'aurai reçu une première réponse.

M. Malraux se vante d'avoir toujours « défendu » les antifascistes. Non, pas toujours, mais seulement dans le cas où cela coïncidait avec les intérêts de la bureaucratie soviétique. M. Malraux n'a jamais défendu les antifascistes italiens, bulgares, yougoslaves, allemands, qui se sont fies à l'hospitalité de la bureaucratie soviétique, mais qui, pour avoir critiqué le despotisme et les privilèges, sont tombés en rite dans les mains de la G.P.O. Où se trouvent les trois révolutionnaires yougoslaves Deditch, Dragitch, Haeberling ? Où se trouve Zenzi Stusman, compagnon au poète et militant anarchiste connu, Erich Muhsam, torturé par les nazis ? Où se trouvent les révolutionnaires italiens et espagnols Ghezzi, Gaggi, Merino, Galligaris, dont la libération a déjà été plus d'une fois réclamée par ces mêmes miliciens espagnols dont M. Malraux se soucie tant ? Peut-être M. Malraux nous communiquera-t-il en même temps la liste complète de tous ces antifascistes, en particulier bulgares, qui furent tués sans enquête ni jugement, parmi les dix premières personnes fusillées « au sujet » de l'assassinat de Kirov, mais en dehors de toute liaison avec cet assassinat ?

S'il y a un lien entre ces crimes de la bureaucratie soviétique et sa politique dans la péninsule ibérique et dans le monde entier ? J'affirme que ce lien ne peut pas exister. La seule et même politique bonapartiste aboutit dans les différents domaines à des conséquences également funestes. Mais si M. Malraux se refuse à comprendre ce lien, il ne peut pas malgré tout ne pas répondre aux questions concrètes que je lui ai posées. Ou peut-être ses amis de Moscou se refusent-ils à l'informer ? Un tel refus sera la confirmation des pires accusations contre la bureaucratie soviétique.

Le 13 mars 1937.

L. TROTSKY.

En Pologne...

Nos calomniateurs se traitent réciproquement de provocateurs !

★ ★

Les méthodes antiprolétariennes dont se servent les staliniens dans leur lutte contre les bolchéviques-léninistes ne sont pas nouvelles. L'accusation que l'organisation trotskyste allemande est au service de la Gestapo n'est qu'une réédition de la même accusation lancée en 1932 contre les trotskystes polonais. Lorsque des membres honnêtes et naïfs du parti stalinien demandèrent à leur direction s'ils en possèdent les preuves, car ils connaissent les trotskystes comme des camarades courageux et luttant depuis des années dans l'illégalité, les bureaucrates du parti leur répondirent : « Dans la lutte contre les trotskystes toutes les méthodes sont bonnes et justifiées, des preuves sont donc superflues ».

Malgré les luttes de cliques à l'intérieur de la direction du parti communiste polonais durant de longues années (lutes qui se déroulaient sur la « plateforme » consistant à se mobiliser devant la clique stalinienne de Moscou), les cliques étaient toujours unies dans la lutte contre l'opposition de gauche. Dans cette question elles formaient un front unique, allant du droitier Warsky au démagogue ultragauche Karolski. Il est donc facile (ou peut-être tout à fait impossible) de se faire une idée de la lutte que nous devons mener contre les staliniens. La lutte était doublement dure dans les prisons où les staliniens nous calomniaient directement comme des « social-fascistes » et des « agents de la sûreté ». Le chef principal de la lutte « idéologique » contre les trotskystes fut à l'époque, sur ordre du C.C., J. Sochacki, depuis des années membre du C.C. et du bureau politique, représentant de la section polonaise à l'Exécutif de l'I.C., leader de la fraction communiste du Sejm à Varsovie, l'un des staliniens les plus populaires de Pologne.

Il y a pourtant aux cieux un Dieu qui veille à ce que les pêcheurs soient punis sur terre. Tel un foudre du ciel tout bleu parvint un jour la déclaration du C.C. du P.C. polonais que J. Sochacki était un provocateur, et cela dès 1920. Cette déclaration officielle fit pendant plusieurs jours sensation dans toute la presse polonaise. La confusion parmi la couche des bureaucrates moyens du parti était immense, la base était terrifiée. Quelques semaines plus tard vint une seconde sensation : une brochure éditée par le C.C. du P.C.P. dénonça ni plus ni moins de 20 fonctionnaires dirigeants comme des provocateurs. Parmi eux des gens qui déjà depuis des années étaient investis des fonctions suprêmes du parti illégal (Zarski, Ostrowski, Klonowicz, etc...)

Nous autres trotskystes polonais nous ne pouvons évidemment ni confirmer ni contester les affirmations de la brochure. Dans les questions de la provocation on ne peut se laisser guider par des sentiments. Notre position dans cette question était : puisque ces révélations sont d'une énorme importance pour tout le mouvement ouvrier illégal et légal de Pologne, puisqu'en outre quelques personnalités dirigeantes de la social-démocratie polonaise étaient également accusées de provocation, qu'un tribunal impartial s'établisse donc pour clarifier l'affaire sur la base d'un examen objectif des preuves et pour nettoyer les rangs prolétariens de la peste de la provocation. Notre méfiance envers les accusations staliniennes se basait entre autres sur le fait que ces prétendus provocateurs ont été découverts par le Guépéou et nous n'avions aucune raison pour avoir confiance dans le Guépéou. A notre proposition au P.C. et au P.S.P., publiée dans l'organe marxiste polonais Co dalej ?, les staliniens répondirent par des insultes. Entre temps les accusés de provocation furent exécutés à Moscou. Ainsi celui qui avait mené la lutte principale contre les trotskystes comme des « agents de l'Okhrana », fut lui-même exécuté comme agent de l'Okhrana. Etait-ce là la dernière liste de provocateurs ? Oh, non ! Dans un « parti » où la servilité et la fidélité éternelle à la « ligne » sont les seuls critères de la qualification personnelle des activistes du parti, et constituent la condition de son avancement dans l'hérarchie du parti, il y a toujours un terrain fertile pour la provocation. Cela est doublement juste pour un parti vivant dans l'illégalité.

Ce qui nous intéresse c'est la question suivante : au nom et sur l'ordre de qui le C.C. du P.C.P. a-t-il tenté en 1932 de faire passer les trotskystes pour des agents de l'Okhrana ? Puisque la décision du C.C. avait été votée à l'unanimité (comment pourrait-il en être autrement ?) puisque d'autre part quelques anciens leaders du parti étaient parait-il eux-mêmes des provocateurs, on peut soupçonner que cette décision était dans l'intérêt du fascisme polonais. Il ne reste qu'à demander à qui la priorité dans cette campagne de calomnies, aux fascistes ou aux staliniens ? Cela nous ne pourrions l'établir qu'après la victoire de la révolution en Pologne et sur la base des documents.

Un militant bolchevik-léniniste de Pologne.

Le match Van Zeeland - Degrelle

Toute la Belgique est en émoi. Il s'agit de l'élection Van Zeeland contre Degrelle.

Cette élection réalise les plus chers desirs des chefs réformistes et des chefs staliniens. Ainsi ils opposent, selon leur schéma faux et criminel, le camp dit « démocratique », en la personne de Van Zeeland, au camp fasciste. Ainsi ils trompent consciemment les ouvriers belges. L'escroquerie consiste à leur laisser croire qu'en votant contre Van Zeeland, l'homme pourri des Banques, ils voteront contre le fascisme.

De même les social-démocrates allemands avaient cyniquement trompés les ouvriers en les faisant voter pour Hindenburg, peu avant que ce dernier, après avoir battu « électoralement » Hitler, le prenne sous son aile présidentielle, et ne prouve de la manière la plus pratique qu'un républicain bourgeois ne peut battre un fasciste.

C'est l'honneur des bolchéviques-léninistes de n'avoir cessé de rappeler les règles du marxisme. Le fascisme est la carte de combat du combat des hautes banques, leur laquais suprême. On ne peut le battre, en lui opposant un autre laquais des banques.

Sans doute, les travailleurs doivent défendre les libertés démocratiques, contre le fascisme ; mais ils ne peuvent le faire, par la lutte de classe. Le produit du capitalisme ne peut être vaincu que la par les ouvriers, sur le terrain de la lutte.

Les Van Zeeland ne sont pas des fascistes, mais des démocrates pourris qui font le jeu du fascisme.

Les staliniens connaissent bien ces vérités pour les avoir exposées, même d'une façon caricaturale et absurde, puisqu'ils allaient jusqu'à qualifier de « fascistes » les démocrates, et à refuser tout front unique d'organisation avec les réformistes. Mais aujourd'hui, par une campagne alimentée par les millions de la Guépéou, la main dans la main avec les chefs réformistes, ils dénoncent comme agent du fascisme quiconque rappelant les vérités marxistes élémentaires et l'expérience la plus récente entend lutter contre le fascisme en repoussant la tactique « du moindre mal ». Nous pensons que plus que jamais s'impose la tactique : « Classe contre classe ».

Malheureusement, il s'est trouvé chez les camarades belges du Parti socialiste révolutionnaire, une majorité qui, impressionnée par l'atmosphère de progrès que font peser réformistes et staliniens contre quiconque ose dire : « Ce n'est pas en votant Van Zeeland, le pourri des Banques, que vous battez effectivement Degrelle », a décidé de faire voter pour Van Zeeland...

Ces camarades ont été mus par le désir de démasquer par cette décision nos farouches calomniateurs. Mais on ne lutte pas contre les calomniateurs en rusant avec les principes.

Les canailles staliniens et réformistes continuent leurs calomnies.

Et la majorité du P.S.R., aura commis une faute lourde qui ne pourra être réparée que par une autorcrité rigoureuse et un redressement énergique. Pour battre le fascisme, à bas la tactique du moindre mal.

Solidarité avec les anarchistes

Le bureau politique du parti ouvrier international, section française de la IV^e Internationale

Vous exprime sa fraternelle solidarité à l'occasion de l'ignoble répression du gouvernement Blum contre le Libertaire.

Cette répression signifie que pour échapper à sa responsabilité criminelle le gouvernement Blum sous prétexte de sévir contre les assassins entend en réalité prendre des sanctions contre les assassins.

Nous vous exprimons notre volonté de lutter côte à côte plus que jamais :

1. Pour une solidarité prolétarienne étroite contre la bourgeoisie et la répression Blum-Dormoy-Daladier ;
 2. Pour l'action commune contre les bandes fascistes ;
 3. Pour briser le blocus qui assassine nos frères d'Espagne.
- (Cet ordre du jour de fraternelle sympathie a été voté et communiqué par le B.P. du P.O.I. à l'Union anarchiste dès que nous avons eu connaissance de l'inculpation du Libertaire).
- Notre délégué s'est mis, en outre, en rapport avec l'U.A. pour l'action commune de solidarité.

Bilan du journal DU MOIS DE FEVRIER

Sommes dépensées (tirage, envois, etc.)	7.235 »
Divers	325 »
Total	7.560 »
Recettes (vente à la criée, abonnements, vente kiosques, souscriptions, phalanges)	6.692 50
Déficit	967 »

Une lettre de Léon Trotsky à Victor Serge

Réponse aux calomnies de Jacques Sadoul

de ne pas rompre avec son ambassade, avec sa mission militaire, c'est-à-dire avec le milieu dont il était incomparablement plus proche que des ouvriers et des paysans russes.

Lénine avait pour Sadoul un mépris ironique. Je peux le dire d'autant plus facilement qu'il m'est arrivé à moi-même plus d'une fois de défendre Sadoul devant Lénine. Par les nécessités de ma fonction, j'utilisais les services de Sadoul, ses liaisons et ses informations et ainsi je m'intéressais à lui. Je l'avoue, je fus envers lui trop indulgent !

Lénine me disait de lui : « C'est un tout petit Jean Longuet ». Je lui répondais en plaisantant : « Même Jean Longuet peut parfois servir à quelque chose ». Les circonstances firent que Sadoul assista au premier congrès de l'Internationale communiste. Pas mal de gens de hasard adhèrent alors au mouvement. La révolution soviétique était victorieuse, la guerre se prolongeait, et Sadoul risquait à Moscou moins qu'en France. Je me souviens de son discours au congrès, dans lequel il eut l'imprudence de parler précisément de Jean Longuet comme d'un allié possible : « Il viendra à la révolution, peut-être pas cinq minutes avant la victoire, peut-être cinq minutes après, mais il viendra... » Je sentis sur moi le regard ironique de Lénine : « Le voilà, votre Sadoul, un de ceux qui viennent cinq minutes après la victoire ! »

Mais où le calomniateur atteint la limite de la bassesse, c'est dans les lignes où il parle de votre carriérisme, de votre souci des « avantages matériels » et où lui — Jacques Sadoul — vous nomme, vous, Victor Serge, un « valet de la plume ». Rien de plus répugnant qu'un philistin servile à qui de puissants patrons ont dit : « Tout est permis ! » Vous êtes resté dans les rangs de l'opposition sans vailler, au milieu d'une répression sans précédent, quand de moins fermes capitulaient l'un après l'autre. Dans la prison et en déportation vous avez appartenu à la cohorte de ceux que les bourgeois thermidoriers n'ont pu briser. Vous avez choisi, cher ami, une mauvaise voie pour assurer votre « carrière » et vos avantages matériels. Pourquoi n'avez-vous pas pris exemple sur Jacques Sadoul ? Il tourna autour de la révolution soviétique jusqu'à ce qu'il ait eu la possibilité de rentrer en France. Là il devint correspondant des Izvestia. De Paris il envoyait de fades barbouillages, dictés par des agents de la Guépéou, quel poste courageux, valeureux, héroïque ! Des gens qui avaient approché Sadoul dans les dernières années m'avaient dit : « Sadoul a été la sym-

pathe pour vous, mais... » Je leur ai répondu par le proverbe russe : De la sympathie de Sadoul « on ne fera pas une pelisse ». La sympathie de ces messieurs ne prend une forme matérielle que... cinq minutes après la victoire. Ils sont tous ainsi, les Cachin, Duclos, Vaillant-Couturier, Thorez, valets de la plume et valets tout court. Sur un coup de sifflet de Moscou ils se précipitent au procès, comme des faux témoins avérés. Ils écoutent les discours des inquisiteurs et des victimes, sans comprendre un mot de russe. A quel leur servirait-il de comprendre ? Le caractère de leurs témoignages est assuré par avance. « Nous avons entendu de nos propres oreilles... », jurèrent-ils. Comme si leurs longues oreilles étaient la mesure de la vérité !

Cher Victor Serge ! Nous savons avec vous mépriser ces gens. Nous apprenons ce mépris à la jeune génération révolutionnaire. Un seul article de Sadoul permet de donner un diagnostic sûr : le stalinisme est la syphilis du mouvement ouvrier. Le komintern est voué à la perte. Les Sadoul abandonneront le vaisseau en détresse comme des rats. Ils trahiront l'Union soviétique cinq minutes avant le danger sérieux. Apprenons donc à la jeune génération à mépriser cette moisissure humaine. Encore quelques années, et l'avant-garde du prolétariat passera non seulement par-dessus les valets, mais aussi par-dessus leurs maîtres. Vous serez du nombre de ceux dont le nom sera lié à la renaissance de la lutte libératrice de la classe ouvrière.

L. TROTSKY.

Coyocacan, le 5 mars 1937.

LES LUTTES OUVRIÈRES

Parce qu'elle défend les délégués ouvriers, "La Lutte" est attaquée par "L'Usine"

De nombreux conflits grévistes surgissent pour s'opposer à la répression patronale contre les délégués d'usine. La presse patronale elle-même ne se fait pas faute d'étaler tous les actes des patrons qui tendent à réduire les attributions des délégués d'usine à leur plus simple expression, celle accordée par l'accord Matignon. La fameuse contre-offensive patronale se développe dans tous les domaines de la lutte des classes, grâce à la politique de « paix sociale » des dirigeants du Front populaire et plus particulièrement syndicaux.

Cette politique de collaboration des classes et de soumission aux exigences du gouvernement de l'Etat capitaliste, de la direction de la C.G.T. se traduit par les compromis « genre » Berrard, maire communiste de Drancy. Politique qui permet à l'hebdomadaire du Comité des forges d'écrire, à propos d'une occupation des usines Béghin (Nord), que :

« Sans doute elle (la C.G.T.) reconnaît que le délégué a des devoirs sur le terrain de la propagande syndicaliste mais en dehors des heures de travail » (Extrait de la brochure sur les délégués).

« Si, ajoute le journal des patrons, au lieu de se rendre sans autorisation dans un autre bâtiment pour y interdire un ouvrier qui posséderait des cartes de deux syndicats différents, les délégués des usines Béghin avaient suivi le conseil de la C.G.T., il n'y aurait pas eu de conflit, du moins pour ce motif. »

Et, l'Usine (n° 10 du 11 mars 1937), continue :

« La sentence arbitrale rendue par MM. Jacob et Berrard pour la métallurgie de la Sambre (nos lecteurs la connaissent !) s'est clairement prononcée sur ce point. Il est vrai que La Lutte Ouvrière (numéro du 26 février) n'admet pas cette sentence et exprime son mécontentement de voir l'Usine d'accord avec le maire communiste de Drancy. »

Quand le Président Duclos répond au Président Daladier

M. Daladier, l'homme des deux ans et du budget de guerre renforcé, le capitulaire du 6 février a prononcé dimanche dernier, un discours qui sous forme diplomatique-ministérielle est un discours anticommuniste.

Il rappelle que « l'ordre ne peut être assuré que par le respect des lois », reprenant ainsi l'accusation des radicaux contre les travailleurs socialistes et communistes de Clichy.

Il demande aux ouvriers d'abandonner la chimère du pouvoir. Il souligne que « le champ des revendications ne saurait être illimité », au moment où s'agissent des trusts à faire hausser la vie, et à réduire à néant les revendications arrachées par la grève de juin, malgré MM. les radicaux, alors terrorisés !

Lui, le capitulaire, l'homme qui a trahi la classe moyenne, les paysans, les fonctionnaires, les petits commerçants, en les vendant, aux grands banquiers, il chante le couplet des classes moyennes.



Dans l'Humanité du 23 mars, Duclos a répondu à Daladier. « Répondre », c'est une façon de parler. Plus exactement il a tenu à le féliciter de traduire « indiscutablement les préoccupations de tous les hommes du Front populaire ». Et sur tous les autres points, il ajoute « D'accord ».

Dans ce colloque Daladier-Duclos est mis à nu toute la criminalité tactique d'alliance avec les faillis et les pourris du radicalisme.

Ces gens-là imposent les capitulations sur toute la ligne : Blum, mur d'argent, fascisme, Terrorisés quand la classe ouvrière est dans la rue, ils se redressent sous l'aiguillon de la réaction. Les chefs socialistes exécutent. Les chefs communistes approuvent.

C'est la trahison généralisée, des maîtres et des laquais.

Pour servir les classes moyennes et les ouvriers ; pour forger entre eux, une véritable alliance de lutte, c'est clair : Il faut chasser les chefs radicaux !

Du même coup tous les capitulaires et les traîtres qui les comblent de leurs faveurs s'effondrent.

En chassant les fascistes des boîtes, les ouvriers appliquent la politique trotskyste

GEOFFROY-DELAURE : Un ouvrier de la boîte a été assassiné à Clichy.

Le jeudi 18 mars 30 croix de feu, dont 29 ouvriers furent chassés de l'usine. Le lundi matin à 8 heures comme les ouvriers attendaient la rentrée, les croix de feu appliquèrent en rang, avec du renfort de l'extérieur. Aussitôt les ouvriers entrèrent dans l'usine, fermèrent les portes, coupèrent des morceaux de câbles, et s'en allèrent parlementer avec les croix de feu qui trouvaient les arguments convaincants firent d'une main le lock-out ; les ouvriers occupent.



LIORÉ-OLIVIER (Argenteuil) : 28 croix de feu mis à la porte dès mercredi 17, ouvriers et techniciens.

LAFFLI (Asnières) : 5 croix de feu expulsés brutalement dont 3 chefs de service et 2 contremaîtres.

LORRAINE (Argenteuil) : 5 croix de feu expulsés dont le sous-directeur.

SAGEM (Argenteuil) : 3 croix de feu expulsés, malheureusement sous la pression syndicale ils furent réintégrés le lendemain.

CONTINENTALE DES COMPTES (Colombes) : 5 croix de feu expulsés. Lock-out depuis le vendredi 19 mars ; les ouvriers occupent.

C.N.R. (Clichy) : 1 croix de feu expulsé.

SOCIÉTÉ ALSACIENNE (Clichy) : 5 croix de feu expulsés, dont 2 fouillés ont été flanqués en prison. Les ouvriers voulaient d'ailleurs pratiquer une forme d'arrestation plus efficace, en les jetant à la Seine ; et n'en furent empêchés que par les responsables syndicaux, qui ne voulaient pas d'historiques.

CHAUSSEON (Asnières) : 5 croix de feu mis à la porte. Lock-out dès jeudi. La direction du syndicat des métaux a engagé les ouvriers à rentrer le lundi après-midi sans conditions.

RENAULT (Bilancourt) : Parmi de nombreuses expulsions signalons celle d'un chef de service au moment où il était en conversation avec des représentants de l'Etat, expulsion que le Temps a relaté avec horreur.

LEMERCIER (Clichy) : 2 fascistes expulsés.

ALSTHAN (Colombes) : Les ouvriers ont exigé le renvoi d'un fasciste.

OLIDA (Levallois) : Les ouvriers ont empêché les fascistes de travailler. Lock-out. Occupation !

GNOME et RHONE (Gennevilliers) : 6 fascistes expulsés.

GNOME et RHONE (Kellermann) : 2 fascistes chassés des ateliers.

LE CARBONE : 3 fascistes empêchés de travailler.

ILLUSTRATION (Bobigny) : Les ouvriers ont établi une liste des fascistes et exigent leur renvoi.

Pour les Chômeurs : du Travail et du Pain

Devant le mécontentement sans cesse grandissant des chômeurs, sentant que ceux-ci allaient leur échapper, les dirigeants de l'Union des comités de chômeurs décidèrent, à contre-cœur, d'organiser un rassemblement des sans-travail le vendredi 19 mars aux Tuileries, avec les mots d'ordre : Avec le Front populaire ! Pour du travail ! et Tout de suite augmentation des allocations.

Devant le réveil de la volonté de lutte des ouvriers, on craignait que le rassemblement des chômeurs ne se transforme, lui-aussi, en manifestation puissante et au dernier moment, le meeting des Tuileries fut interdit. Marx Dormoy, le responsable des assassinats de Clichy et Marranc, président du Conseil général de la Seine, s'empresèrent d'accepter l'augmentation de l'allocation de chômage, engagement vague qui ne deviendra réel que si les sans-travail passent à l'action directe, car la lutte peut seule permettre aux chômeurs d'arracher les réformes substantielles indispensables.

La brusque interdiction de la manifestation des Tuileries fut ignorée de nombreux camarades, car l'allocation ne permet pas d'acheter les journaux, d'autres passeront outre, si bien que plusieurs centaines de chômeurs, dont certains venant des confins de la Seine-et-Oise, se trouvèrent rassemblés... Les forces de police s'empresèrent de disperser rapidement et parfois brutalement les manifestants...

« Alors, nous n'avons plus que le droit de crever ! »

C'est ça le gouvernement de Front populaire ?...

Nos femmes et nos enfants meurent de faim, et nous ne pouvons même pas demander ce qu'il a promis !...

Il y a de l'argent pour acheter des canons et des fusils, mais il n'y en a pas pour nous !...

Nous ne sommes pas des chiens, cela ne peut durer !...

Non, camarades chômeurs, cela ne peut plus durer !...

Il faut passer à l'action et exiger que le problème du chômage soit, tout de suite, complètement révisé. Les milliards de l'emprunt qui préparent la prochaine boucherie impériale, doivent servir à donner du travail et du pain aux chômeurs.

Il faut :

Allocation de chômage portée à 15 francs, pour tous les sans-travail. Tous les chômeurs involontaires doivent toucher, y compris les artisans, métayers, petits commerçants, paysans ruinés et chassés de chez eux. Pour les immigrés, suppression de l'assistance limitée à 180 jours, car le 181^e jour il faut mourir.

Exonération des loyers sans rappel : chaque chômeur et sa famille ont droit au loyer !

Gratuité des transports ;

Cessation des poursuites judiciaires ;

Simplification des formalités d'inscription et diminution du délai de résidence : abolition de ce délai pour certaines professions comme les ouvriers agricoles se louant dans divers pays en un an.

Assurance chômage ;

Organisation pratique de la lutte contre la vie chère.

Pour obtenir ces revendications minimales, Pour obtenir du travail par l'ouverture des grands travaux promis par le Front populaire :

Manifestations de masse ; marches de la faim !

(A suivre.)

Spinasse, ministre socialiste, défend le capitalisme !

Vendredi 12 mars 1937, à la Chambre des députés-obéissants les banquiers donnent des ordres, nouveau débat (que de bavardages !), sur la « hausse illégitime » des prix. M. Spinasse, qui se dit socialiste ! intervient. Que dit-il ?

« La fonction patronale est une grande chose : on peut l'exercer avec noblesse. Croyez-vous donc que je veuille casser les reins du régime capitaliste alors que je ne suis pas en état de le remplacer ? Allons donc ! Je sais qu'il est parfaitement capable de fournir encore une longue course... Ce que je reproche à certains industriels français, c'est d'exploiter trop souvent dans son contrôle la garantie de bénéfices faciles. Ceux-là ont perdu le sens même de ce qui est leur tâche essentielle, de ce qui fait leur raison d'être et la grandeur de leur fonction sociale. »

Ainsi s'est exprimé M. Spinasse. Propos « remarquables en eux-mêmes » écrit dans la Journée Industrielle du dimanche 6 mars, M. Gignoux, président de la Confédération Générale du Patronat français.

Ah ! Si ces « remarquables » propos avaient été tenus par un « trotskyste » le Paul Vaillant-Couturier de l'Humanité aurait dû faire l'éloge de : « Nous nous l'avions bien dit que les trotskystes sont les défenseurs du capitalisme ! » Mais voilà... l'auteur est un ministre du Front populaire. Et pas un des 72 députés « communistes » n'a relevé ces « remarquables » propos. Et l'Humanité n'en dit pas un mot. Dommage qu'il y est ce sacré Journal officiel.

Ainsi, camarades, tous ces débats parlementaires sur la « hausse illégitime » sont faits pour faire diversion et détourner les travailleurs de la lutte pour leurs revendications, contre le régime capitaliste.

Quelle union que ce Front populaire qui conduit à servir les banquiers et à faire l'apologie de la « fonction patronale » !

Le lendemain des événements de Clichy, une affiche éditée au nom des amicales socialistes par les Desphilippes et autres Just dénonçait les provocateurs, agents de la Gestapo. Pourquoi cette insinuation un peu trop directe, a-t-elle été retirée de la seconde affiche des amicales socialistes ?

Au lendemain de Clichy, les membres des amicales socialistes ont dû la trouver un peu forte ; alors on se dégonfle, n'est-ce pas !

Sur le Manifeste de Défense du Syndicalisme lutte de classe VA-T-ON RECOMMENCER L'AVANT-GARDE SYNDICALE ?

Avec un grand retard — dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs — nous publions, comme nous l'avions annoncé, le texte du « manifeste de défense du syndicalisme de lutte de classes ».

Les mouvements revendicatifs de juin ont permis aux salariés d'obtenir des améliorations substantielles. Reprenant conscience de leur force, en masses ils ont rejoint la C.G.T.

Un moment débordé, le patronat s'est ressaisi. Organisant méthodiquement la contre-offensive, il entend reprendre, morceau par morceau, les conquêtes sociales de la classe ouvrière.

La C.G.T., forte de ses 5 millions d'adhérents, dispose des moyens nécessaires pour faire respecter les engagements pris.

Au lieu de s'orienter dans cette voie, la seule conforme aux traditions du syndicalisme lutte de classes, elle pratique une politique de compromis et d'abandons successifs, facilitant la contre-attaque patronale et désarmant les syndicats qui ne demandent qu'à agir collectivement pour défendre leurs droits.

Contre cette attitude, nous, les défenseurs du syndicalisme lutte de classes et d'action révolutionnaire, entendons mettre en garde les travailleurs organisés.

Pour la démocratie syndicale la liberté d'expression des minorités

En conformité avec la lettre et l'esprit de la Charte d'unité, loi commune pour chaque syndicat, nous affirmons notre volonté de défendre sur chacun des problèmes économiques et sociaux posés, la conception du syndicalisme lutte de classes.

Continuant la tradition glorieuse des fondateurs de la C.G.T., nous nous prononçons contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Nous revendiquons, en application du principe de la démocratie syndicale, la liberté d'expression des minorités dans les assemblées syndicales régulières, le droit de représentation de ces minorités dans les organismes dirigeants du mouvement syndical de la base au sommet.

Respectueux des décisions prises à la majorité, nous serons toujours disciplinés dans l'action et au premier rang pour mener celles-ci à bien.

Notre plateforme revendicative

Défenseurs conséquents des intérêts matériels, moraux et sociaux des salariés, nous considérons comme la tâche urgente du moment l'amélioration des conquêtes sociales légalisées ou non imposées au patronat grâce à l'action spécifique de la classe ouvrière par :

a) La généralisation des conventions collectives avec adjonction de clauses concernant l'échelle mobile, l'extension du rôle des délégués d'ateliers, le libre exercice du droit syndical, l'application sans restriction des congés annuels payés et de la semaine de 40 heures ;

b) Amélioration de la procédure réglementant l'élection des délégués d'ateliers ;

c) La lutte contre les affameurs de la population laborieuse ;

d) Le contrôle ouvrier préparant le monde du travail à la direction de la nouvelle économie en gestation ;

e) La nationalisation effective des industries de guerre et industries clés, sans indemnité ni rachat.

Adversaires de toute mesure et législation visant à restreindre directement ou indirectement les moyens de défense des salariés contre le patronat, nous nous prononçons pour l'exercice intégral du droit de grève, y compris l'occupation des usines, contre l'arbitrage obligatoire.

Devant la menace que constituent pour la classe ouvrière les formations fascistes armées, nous affirmons la nécessité pour le mouvement syndical de créer sa propre organisation d'auto-défense.

Pour l'unité syndicale internationale

Appréciant les résultats positifs apportés aux salariés par la réalisation de l'unité syndicale en France, nous nous prononçons pour la tenue rapide d'un congrès de fusion des différentes internationales syndicales existantes.

La C.G.T. de l'Union soviétique travaillerait utilement à la reconstitution de l'unité syndicale internationale en prenant l'initiative d'une telle proposition.

Pour l'internationalisme prolétarien contre l'union sacrée

Le fascisme et la guerre sont les produits naturels du capitalisme. Ces deux fléaux ne disparaîtront qu'avec le régime qui l'engendre, par l'action révolutionnaire internationale des prolétaires organisés.

Internationalistes, nous combattons de quelque côté qu'elle vienne la propagande chauvine, l'union sacrée, toute tentative visant à entraîner les travailleurs dans une nouvelle guerre impérialiste, soit sous le prétexte d'une soi-disant défense nationale qui ne peut exister en régime capitaliste, soit sous celui non moins mensonger de la défense des démocraties bourgeoises contre le fascisme.

Antimilitaristes, nous nous prononçons pour la réduction immédiate du service militaire, l'octroi des droits politiques et syndicaux aux soldats et toutes leurs revendications immédiates : augmentation du prêt, des permissions, etc...

Défenseurs du syndicalisme révolutionnaire, voilà qui nous sommes !

Le présent manifeste définit notre position ! Nous appelons tous les syndiqués soucieux de faire respecter la démocratie syndicale, à triompher les revendications des salariés, à combattre le réformisme et le néo-réformisme dans le mouvement syndical, le chauvinisme et la nouvelle union sacrée, à seconder nos efforts !

Ensemble, nous servirons la cause de l'émancipation totale du prolétariat !

Le groupe syndicaliste Lutte de Classes.

Au moment des congrès confédéraux de la C.G.T. et de l'ex-C.G.T.U., tenus en septembre 1935, des camarades oppositionnels, parmi lesquels nous étions, se réunirent pour réaliser un accord sur une base minimum pouvant rassembler les différents courants révolutionnaires opposés à la politique d'union sacrée des directions syndicales réformistes et stalinistes. Cet accord aboutit au lancement d'un journal : « L'Avant-Garde syndicale », dont quatre numéros parurent. Mais au fur et à mesure que la situation posait avec plus d'acuité les problèmes les plus importants de la lutte des classes, les désaccords inévitables se manifestèrent pour, finalement, aboutir à une rupture du compromis politique conclu, sur le terrain syndical, entre les camarades de l'ex-Fédération Unitaire de l'enseignement, de l'Union communiste, partisans du syndicalisme révolutionnaire traditionnel et nous.

Ce fut sur le problème de la lutte contre la guerre, sur le mot d'ordre de la grève générale (c'était début 1936) que les divergences s'affrontèrent avec le plus de vigueur. Discussions intérieures qui, en définitive, se poursuivaient sur la ligne de démarcation : « trotskyste » ou pas « trotskyste ». Naturellement, bien que les plus actifs dans les tâches pratiques — ce que personne ne contestera, nous l'espérons — les « sectaires trotskystes » étaient la « bête noire » et, sans doute, pour beaucoup de ceux des camarades de l'Avant-Garde syndicale, les fauteurs de la mésaventure. C'est toujours ainsi : notre fidélité au programme des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky, au marxisme-léninisme, apparaît « sectaire » parce qu'elle exige la clarté politique la plus nette sur les problèmes de la révolution prolétarienne.

Il se trouve que maintenant, les signataires du « manifeste de défense du syndicalisme de lutte de classes » sont plus nombreux et ouvriers ; mais leur tentative est analogue à celle de l'Avant-Garde syndicale. Cela dans une situation politique en France où les luttes ouvrières revêtent un caractère bien plus décisif que durant l'hiver 1935-1936.

Obligatoirement, pour obtenir le rassemblement des révolutionnaires, militants syndicalistes, de toutes tendances, le manifeste de ce rassemblement doit être confus sur les problèmes essentiels que posent, devant la classe ouvrière, la situation présente.

Lorsque, dans sa plateforme revendicative, le manifeste préconise des mesures comme « la nationalisation effective des industries de guerre et industries clés, sans indemnité, ni rachat », sans dire comment ? il ne fait qu'ajouter une phrase de sans habileté de langage d'un Jouhaux ou d'un Paul Faure. Parler du contrôle ouvrier, sans engager la lutte pour l'abolition du secret commercial des affaires des patrons, c'est attribuer singulièrement le caractère révolutionnaire de la lutte pour l'exercice de ce contrôle. Et il est évident, de plus, qu'aucun marxiste sérieux ne peut laisser croire aux travailleurs que la réalisation de ces mots d'ordre et l'indépendance de la lutte, pour le pouvoir. Cependant, le manifeste ne dit

rien sur la perspective centrale de la situation en France : ou le prolétariat écrasera le capitalisme (et son agent le fascisme) ou le capitalisme nous écrasera. Du manifeste ne peut sortir que la confusion politique la plus dangereuse pour l'avant-garde révolutionnaire dans les syndicats.

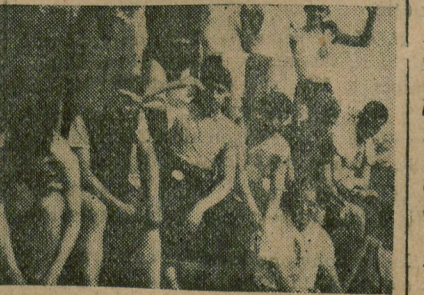
Sur le problème de la guerre le manifeste est au moins aussi confus : il n'est pas possible d'allier dans une même tendance les pacifistes et les révolutionnaires marxistes. Evidemment il est possible que les uns et les autres soient unis pour une action déterminée contre la politique syndicale d'union sacrée des réformistes et des stalinistes.

Cependant, il paraît difficile pour les camarades du « syndicalisme de lutte de classes » de dévoiler avec clarté la politique de trahison des stalinistes, en laissant supposer que la C.G.T. de l'Union soviétique peut travailler utilement à la réconstitution de l'unité syndicale internationale. Vraiment la confusion ne fait pas défaut à ce manifeste, il couvre certainement les plus grands désaccords qui, au choc d'événements sociaux importants, s'avèreront être inconciliables.

Critiques ne nous empêchent pas du tout d'être aux côtés des camarades pour lutter, avec eux, sur des mots d'ordre immédiats contenus dans le manifeste. Avec eux aussi nous lutterons contre l'absence de démocratie syndicale, contre les attaques et les insultes les plus ignominieuses livrées et répandues par un Timbaud — entre autres — qui croit avoir remporté une grande victoire par le vote unanime (?) d'une résolution, présentée aux secrétaires de sections syndicales réunies le 12 mars, condamnant le « manifeste de syndicalisme de lutte de classes ».

En définitive, c'est par une discussion fraternelle et à travers des luttes ouvrières que s'effectuera la meilleure sélection et que les camarades révolutionnaires du « syndicalisme de lutte de classes » préciseront leurs positions politiques pour une politique syndicaliste.

Notre Parti Ouvrier Internationaliste sera avec eux dans ce sens.



POUR LE CAMP J.S.R.

Le camp de Pâques des J.S.R. se tiendra à Denmoult, près de Mantes (S.-et-O.), au lieu dit « l'Abbaye St-Sauveur ».

Le départ aura lieu samedi après-midi. Rendez-vous pour tous les camarades à 14 h. devant le monument aux Morts de la gare St-Lazare.

Pour le collectif apportez le montant du voyage (10 fr.) à la commission d'agit, prop, au local entre 18 et 20 h. jusqu'à vendredi soir.

LA VIE DU PARTI

Contre la Répression! SOUSCRIVEZ!

POUR LES 10.000 FRANCS

Nous avons reçu cette semaine la somme de 296 fr. 50.

Total des listes précéd.	3.747 »
Liste souscr. par Ventr...	11 50
Cellule J.S.R. (Saumur)...	11 50
Cam. Avril (Saumur)	5 »
Mars	50 »
Sabias	100 »
Assiat	36 »
Trau (Paris)	50 »
Gilles	4 »
Souscription du 14 ^e	10 »
Andrée	20 »

Total général 4.063 50

Camarades, plus que jamais et surtout dans cette période où nous sommes pourchassés par la bourgeoisie qui saisit nos journaux perquisitionne chez nos militants, insulpe nos camarades, tous nos amis doivent nous soutenir financièrement.

A LA FIN DE CE MOIS TOUS LES TROTSKYSTES DOIVENT VERSER UNE JOURNÉE DE SALAIRE A LA LUTTE OUVRIÈRE.

TOUTE DEFECTION A L'HEURE ACTUELLE SERAIT UNE VÉRITABLE TRAHISON!

Le P.O.I. met au pied du mur ses calomniateurs

En réponse aux provocations réactionnaires, fascistes, radicales, nous avons communiqué à la presse, qui s'est gardée de l'insérer la déclaration ci-après, sur les événements de Clichy, dont nous donnons les principaux extraits :

« Concernant les tragiques événements de Clichy, nous tenons à rappeler qu'il s'agit d'une contre-manifestation organisée par le Comité du Front populaire local. Cette contre-manifestation était pleinement justifiée. Nous ne sommes pas des partisans du Front populaire, mais nous tenons à appuyer toute action de lutte contre le fascisme. C'est dans cet esprit que nos camarades de la banlieue Nord ont pris part à la contre-manifestation des travailleurs socialistes et communistes, et ont aux côtés de leurs camarades de combat résisté aux attaques policières, déchaînées par les cadres fascistes et réactionnaires de la police et de la garde mobile. Le P.O.I. est entièrement solidaire des milliers de manifestants ouvriers de Clichy.

C'est vainement que l'on tentera de prouver que les responsables des assassinats se trouvent parmi les... assassinés.

Le P.O.I. et avec lui toute la classe ouvrière exigent une enquête complète sous le contrôle direct des ouvriers eux-mêmes. Il exige l'arrestation immédiate de MM. la Roquette et Doriot, l'arrestation et la révocation de tous les cadres réactionnaires et fascistes de la police. Il préconise la dissolution des bandes fascistes par les milices ouvrières.

PUBLICATIONS POPULAIRES SERVICE DES LIVRES

Ma Vie	5 frs
La Révolution Défigurée	15 frs
L'I.C. après Lénine	20 frs
La Révolution Permanente	20 frs
Histoire de la Révolution Russe, 4 volumes à 20 frs	les deux premiers et 25 frs les deux derniers vol.
La Révolution Trahie	18 frs
En outre nous recommandons les brochures suivantes :	
Lénine : L'Etat et la Révolution	4 frs
Lénine : Karl Marx et sa doctrine	2 frs
Ainsi que le dernier livre de Victor Serge :	
Destin d'une Révolution	18 frs
Naville 1333-80 Paris.	

★ ★

Souscription pour les victimes de Clichy.

« Camarades »,

Revue littéraire internationale : 30 fr.

Le Gérant, AIACHE



IMPRIMERIE CERBONNET, 27, rue de la Folie-Regnault, PARIS-XI'

Le Gouvernement sue la peur

Le lendemain de la nuit sanglante de Clichy, postés à la porte Clichy les ses !

Le journal le Temps qui félicitait chaleureusement Blum d'avoir rétabli « l'ordre » après les fusillades de Clichy, nous apprenait deux jours plus tard, qu'en prévision de l'effervescence qui se manifestait dans les usines, le gouvernement avait fait venir d'urgence à Paris un train entier de gardes mobiles comme renfort.

Sur la pression des 200 familles et du gros capital, Blum est décidé à réprimer comme à Clichy l'effervescence ouvrière et les manifestations de rues qui pourraient éclater.

Tout le long de l'immense cortège qui défilait dimanche, dans des rues adjacentes, un service d'ordre formidable était déployé, prêt à intervenir à la moindre alerte.

D'autre part le lendemain même du soir tragique, à la porte Clichy, les mobiles de renfort étaient cachés dans leurs camions. Dans ces camions, IL Y AVAIT DES MITRAILLEUSES ! Il est clair que cette fois, si à Clichy en pleine effervescence, il s'était passé quoi que ce soit, Dormoy après avoir fait tirer à coup de mousquetons aurait fait usage des mitrailleuses contre les ouvriers. Voilà où a conduit 10 mois « d'expérience Blum ».

Précieux aveu !

★ ★

Le « Temps » du 24 mars rapporte qu'à la délégation des gauches, le président Duclos a indiqué qu'il n'était pas toujours facile de maîtriser l'ardeur des militants surtout des « jeunes » et qu'en particulier dans la région parisienne les Jeunesses socialistes étaient plus combattives que les Jeunesses communistes. Par la forme de cette dénonciation, nos camarades les J.S. ont un avant-goût du régime policier qui sera celui du parti unifié : Blum-Thorez !

SAINT-ETIENNE

Dans cette ville ouvrière, au glorieux passé des luttes ouvrières, un courant d'opposition contre les capitulations des vieilles organisations, se développe dans les syndicats principalement et aussi dans la section socialiste.

Samedi soir, 20 mars, plus de 800 auditeurs, en grande majorité des ouvriers, ont répondu à l'appel d'un meeting contre l'Union sacrée, et la politique de préparation à la guerre du gouvernement de Front populaire et surtout du parti dit communiste — qui ordonne l'abstention à ses adhérents.

Un de nos camarades eut la possibilité d'apporter à la tribune notre point de vue. Les applaudissements nombreux marquèrent la chaude approbation des prolétaires pour les tâches révolutionnaires de l'heure :

Milices ouvrières et armement prolétarien pour imposer la volonté des exploités, les garantir contre les fusillades comme celle de Clichy, pour donner la possibilité d'écraser la bourgeoisie armée, par la grève générale et prendre le pouvoir.

Défaitisme révolutionnaire en cas de guerre impérialiste déclarée.

Que s'est-il manigancé entre Thorez, Duclos et Blum ?

Le lendemain des événements sanglants de Clichy, le bureau de presse du Parti communiste avait adressé une note aux journaux en annonçant que Thorez et Duclos avaient vivement insisté auprès de Blum, sur la nécessité d'épurer la police et l'armée et de dissoudre les ligues fascistes.

Le soir même, par radio et par la presse, Blum opposait le démenti le plus formel à ces déclarations et le lendemain même les staliniens observaient sur cette mise au point de Blum opposait le démenti le plus formel à ces déclarations et le lendemain même les staliniens observaient sur cette mise au point de Blum le mutisme absolu.

Nous posons la question et exigeons que les travailleurs soient informés : Si Thorez-Duclos le lendemain de Clichy ont parlé de tout autre chose que des événements sanglants de la nuit précédente à Blum alors de quoi ont-ils parlé ?

Que s'est-il manigancé dans la coulisse à l'abri des oreilles des ouvriers ? Quel sale compromis a été réalisé dans l'ombre ? Quelle misérable cuisine a été faite l'autre matin entre Blum-Thorez-Duclos ?

Nous posons publiquement la question et attendons la réponse de l'Humanité.

VICTOR SERGE.

Destin d'une Révolution

Les insultes que les staliniens versent chaque jour sur Victor Serge montrent combien ils ont peur qu'un écrivain de talent, qui est en même temps un révolutionnaire, vienne dire la vérité au grand public. Après avoir rétabli pour celui-ci la vérité historique avec « De Lénine à Staline », il rétablit maintenant la vérité politique économique et sociale.

La première partie est consacrée à la situation matérielle, familiale, culturelle de l'homme et fournit une image fidèle, vécue de la vie du travailleur russe. Il est seulement dommage que ces chapitres aient été séparés de celui consacré à la valorisation du rouble, où les chiffres fournis montrent à quel point est misérable la situation de l'ouvrier russe (en francs l'équivalent de 250 à 350 francs).

La seconde partie donne un tableau poignant de la vie politique en U.R.S.S. des oppositions ; les pages consacrées à la lutte héroïque de l'opposition de gauche, sont particulièrement émouvantes.

La troisième partie retrace l'histoire de 14 années de lutte entre l'opposition et la bureaucratie stalinienne, depuis le « Cours Nouveau » jusqu'à la Révolution espagnole.

Ecrit pour le grand public, le livre ne donne pas de conclusions rigoureuses ; il se contente d'indiquer le sens général de la politique révolutionnaire en U.R.S.S. Certaines affirmations mériteraient d'être approfondies, d'autres sont discutables. Cependant tel qu'il est le livre est une précieuse introduction à la lecture du dernier livre de Léon Trotsky : « La Révolution trahie ».

Dans le 17^e, le Front unique est réalisé

Vendredi dernier, un meeting de front unique était organisé par la section socialiste, le P.O.I., J.S.R., les anarchistes et les J.E.U.N.E.S., au sujet des événements de Clichy.

C'est devant une salle pleine et enthousiaste, d'une grande combativité que les orateurs des diverses organisations s'exprimèrent. Nos camarades Fred Zeller et Roussel, pour les J.S.R. et le P.O.I. développèrent nos positions en attaquant impitoyablement le gouvernement qui capitule sans arrêt devant les banques et les fascistes.

Les orateurs socialistes, Weitz, secrétaire des J.S. de la Seine, publiquement dénonça le gouvernement à « direction socialiste » qui reçoit des milliards d'une main et fusille les ouvriers de l'autre. Fournié, de la 17^e section S.F.I.O. démasqua Blum, le Noske français et déclara que la 17^e section S.F.I.O. avec beaucoup d'autres sections socialistes, avait décidé depuis les événements de Clichy d'éditer une affiche dénonçant les ministres socialistes agents de la bourgeoisie, et de suspendre définitivement la vente à la criée du Populaire.

Une autre réunion a été décidée pour appeler les ouvriers à la lutte de classe la plus intransigeante.

Après Clichy !

FRONT UNIQUE contre LES ASSASSINS DE CLICHY !

Le 15^e rayon P.O.I.-J.S.R., a saisi les organisations locales du parti communiste, du parti socialiste, des J.E.U.N.E.S., des anarchistes de propositions pratiques en vue d'organiser l'action contre la répression des assassinats de Clichy, et pour la libération et le relâche immédiat des ouvriers emprisonnés.

Ces propositions seront-elles plus heureuses que les récentes propositions d'action contre le blocus repoussées notamment par le bureau de la 15^e section socialiste (gauche révolutionnaire). La pratique le montrera. Mais le 15^e rayon du P.O.I., n'en poursuivra pas moins l'action.

★ ★

BLUM ET LES MINISTRES socialistes sont dénoncés publiquement par les ouvriers du parti S.F.I.O.

Sur les murs de Paris et de la banlieue, on peut lire des affiches stigmatisant l'attitude inqualifiable du gouvernement à « direction socialiste » qui fait fusiller les mineurs toulousains, les ouvriers de Clichy et encaisse des milliards pour la défense nationale en échange de la politique de répression de Blum.

Ces affiches sont très lues par les travailleurs, naturellement, mais la conclusion logique doit être : « Nous quittons le parti de Blum qui n'est pas le parti de la révolution ! »

★

D'autre part de nombreuses sections socialistes ont demandé l'exclusion de Dormoy du parti et ont décidé de ne plus jamais vendre le Populaire.

NIMES. — La Lutte Ouvrière est en vente régulièrement au Tabac-Journaux, 38, boulevard Victor-Hugo. Tabac-Journaux, 80, boulevard Gambetta.

VILLEURBANNE. — Réunion cellule dimanche, 149, rue F.-de-Pressensé, café Boule Pressensé.

J.S.R.

COMITE REGIONAL PARISIEN. — Tous les mardis, 21 heures, au local.

IV^e Cellule. — Tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XII^e Cellule. — Tous les mercredis, 219, faubourg Saint-Antoine.

XIII^e Cellule. — Tous les vendredis, 173, boulevard de la Gare, J. S. R. 17^e Cellule, Batignolles.

Tous les jeudis « Maison des Campeurs », 123, avenue de Clichy.

J. S. R. 17^e Cellule, Epinettes. — Tous les vendredis (même adresse).

XIX^e Cellule. — Tous les mercredis, à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès (19^e). Rendez-vous : Dimanche matin, 9 heures, vente du journal au 6, place du Combat (19^e).

XX^e Cellule. — Tous les mercredis, 44, rue de Borrégo.

COLOMBES. — Tous les vendredis, 15, rue Henri-Barbusse.

LYON. — Permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger (à 15 minutes de la gare de Perrache). Réunion du rayon tous les vendredis au même lieu.

TOULON. — Permanence tous les samedis à partir de 20 heures, à la Vivette Louis, Place Pugal.

AMIENS. — Permanence au Foyer du Front populaire, 14, place Vogel, Amiens, le samedi, de 17 à 20 heures.

Pionniers Rouges

Pionniers rouges : Permanence centrale tous les samedis à partir de 14 h. 49, faubourg St-Martin.

Collectif 19^e : Réunion tous les jeudis à 8 h. 30, 152, avenue Jean-Jaurès.

Collectif 15^e : Réunion jeudi à 8 h. 30, 96, rue St-Charles (15^e).

LE COIN DES JEUNES

Avant le Congrès des J. S.

Pour la IV^e Internationale ou pour la capitulation

Les événements de Clichy, la réaction spontanée des masses ouvrières, l'indignation de tous les ouvriers révolutionnaires posent avec une acuité particulière le problème de l'orientation de la gauche du Parti socialiste.

Depuis la formation du Front populaire de collaboration avec la bourgeoisie il était clair que l'intensification de la politique d'Union sacrée entraînerait inévitablement la répression bureaucratique contre ceux qui mènent une propagande et une action révolutionnaire, et même contre ceux qui se contentent de faire des interventions de gauche dans les congrès. Car la bureaucratie réformiste sait qu'il lui faudrait être très au sérieux par des ouvriers révolutionnaires sincères.

Tôt ou tard des exclusions devaient et doivent se produire. La bureaucratie préparait son heure. Les insinuations de Lagorrette, les décisions de la C.A.P. des articles de Chochoy ont marqué le commencement de cette offensive. Ces derniers temps le conflit semblait s'apaiser : c'est que les uns et les autres manœuvraient au plus fin. Essayons de résumer brièvement la situation telle qu'elle se présentait il y a quelques jours.

La gauche s'attend à quelque chose. Les jeunes ouvriers révolutionnaires souhaitent même qu'on en finisse : « Ça arrivera un jour ou l'autre ; que ça soit le plus tôt possible. » La direction de la gauche de la gauche révolutionnaire bute sur la question : « Que ferons-nous après ? » Il ne leur apparaît pas qu'il y ait d'autre choix entre la capitulation (provisoire) devant la bureaucratie ou le ralliement au trotskisme. Et ils préféreraient capituler devant la bureaucratie, c'est-à-dire se ranger à ses côtés dans l'Union sacrée.

Aussi commencent-ils à préparer leur retraite pour Creil. Les agents du stalinisme dans les J.S. s'effraient comme médiateurs et la bureaucratie se frotte les mains : la capitulation décourage en partie la base ; la politique d'exclusion pourra être menée après le congrès en province afin d'isoler Paris, pour finir par le départ honnête de quelques capitulards déconsidérés dans la Seine.

Survienent les événements de Clichy. Dans les rangs ouvriers de la gauche l'indignation est à son comble. Plusieurs sections exigent dans des résolutions la démission de Dormoy. Une affiche éditée par elles demande que les responsables, si haut placés soient-ils, soient frappés de sanctions et se termine par assez de capitulations. La Jeune Garde, organe de la Fédération des Jeunesses Socialistes de la Seine est saisie.

Trois camarades sont inculpés.

Dans le même temps le Bureau de la Fédération de la Seine du parti menace d'exclusion des sections entières pour avoir placé l'affiche dont nous venons de parler. Pour chaque militant une conclusion s'impose : l'opération policière de Dormoy a pour complément quasi inévitable une mesure de police de Chochoy-Lagorrette, qui ne sera pas sans avoir des répercussions considérables dans le Parti et les Jeunesses Socialistes.

Les dirigeants de cette aile gauche Weitz, Lalande, Beaurepaire, sentent qu'ils ne pourront pas échapper à la

Police auxiliaire

★ ★

Les jeunes socialistes de la Seine ont édité un numéro spécial de La Jeune Garde où l'on peut lire en manchette : « 8 milliards pour l'emprunt, à Clichy 5 morts », et en deuxième page :

« A Clichy nous nous sommes battus les poings nus contre des mousquetaires. Rétablissons l'équilibre ! »

Cette édition a fait frémir les bureaucrates pourris de la fédération de la Seine qui ont « saisi » quelques exemplaires de la Jeune Garde, qui n'avaient pas été diffusés. Ils se sont fait ainsi les policiers auxiliaires du gouvernement Blum-Paul Faure.

Solidarité avec la J.G.

Le B.P. du P.O.I. et le B.P. des J.S.R. apprenant la saisie de la Jeune Garde après celle de La Lutte Ouvrière et du Libéraire, par la police du gouvernement Dormoy-Blum-Daladier :

Apportent aux camarades des J. S. de la Seine l'expression de la solidarité fraternelle du P.O.I. et des J.S.R. en face de la répression bourgeoise :

Pour que cette situation (au lendemain de l'assassinat des ouvriers de Clichy par la police bourgeoise et au moment où les ouvriers chassent les fascistes des usines exercent le contrôle sur l'embauche, répondent aux lock-out par l'occupation de masses) trace d'elle-même la tâche urgente de tous les travailleurs révolutionnaires : réaliser le front unique dans la lutte pour des objectifs concrets, dès maintenant dans la lutte commune contre la répression et pour la contre-offensive ouvrière :

Proposent, comme ils l'ont fait à l'U. A. l'entente des J.S. de la Seine réunie en congrès l'organisation d'un meeting commun dans la semaine, dans ce but.

question, qu'il est désormais impossible de l'ouïr sans se déconsidérer encore plus aux yeux des ouvriers.

Le problème est pourtant simple : ou ils devront accepter de se vautrer jusqu'au cou dans l'Union sacrée avec Blum-Daladier-Jouhaux-Gignoux, ou ils doivent se préparer à la rupture. Dans le second cas, ils doivent immédiatement passer à l'offensive politique, dénoncer le caractère anti-socialiste et anti-ouvrier de la politique du « gouvernement de Front populaire à direction socialiste », opposer les mots d'ordre de lutte révolutionnaire (comités d'entreprises, contrôle ouvrier, milice ouvrière, gouvernement ouvrier-paysan), faire immédiatement appel aux ouvriers par une campagne publique, publier un numéro spécial de la Jeune Garde, se mobiliser pour être prêts à riposter dès le lendemain de Creil.

Ils doivent aussi résoudre dès maintenant le problème : que faire ensuite ? Ils le savent aussi bien que nous : il n'y a place en France actuellement que pour un seul parti et pour une seule jeunesse révolutionnaire ; créer un autre parti, une autre jeunesse ; c'est seulement accroître la confusion parmi

les masses ouvrières et leur apporter non la possibilité d'assimiler leur expérience mais les troubler, empêcher l'orientation des milieux ouvriers dans la voie révolutionnaire. Lorsque nous n'avons jamais entendu poser d'ultimatum ; nous n'avons jamais dit : « Rentrez au P.O.I. rentrez aux J.S.R. » Nous avons toujours souligné que nous étions les fermes partisans d'une politique d'unité révolutionnaire, sur les bases du marxisme-léninisme et des leçons qu'il faut tirer de toute l'histoire du mouvement ouvrier. Nous pensons que c'est seulement sur les bases programmatiques du mouvement pour la IV^e Internationale qu'une unité sérieuse peut-être réalisée ; mais nous sommes prêts à la discussion, en même temps qu'à une étroite action commune.

Camarades des Jeunesses socialistes, devant les vingt-trois cadavres des ouvriers de Metloui et de Clichy, nous ne pouvons que conclure :

M. HIC.

P.S. — A la dernière minute, on nous informe qu'une décision d'exclusion aurait été prise contre 18 camarades des J.S. de la Seine. Les exclus auraient décidé de continuer à diriger du dehors l'Entente, pendant que d'autres camarades continueraient la lutte à l'intérieur. Cela c'est la voie de l'effritement et de la défaite. Encore une fois il n'y a pas d'autre voie : UNION SACREE ou UNITE REVOLUTIONNAIRE sur les bases du marxisme-léninisme.

L'Avant-Garde se tait !

Depuis le numéro du 20 février où, sur deux colonnes signées de Victor Michaud l'Avant-Garde déversait ses calomnies et ses insinuations perfides contre nous, le journal communiste observe un mutisme prudent. Pour esquiver la réponse dans son dernier numéro l'Avant-Garde se contente de calomnier Trotsky en remaniant une fois de plus l'histoire.

La mise au point adressée par Fred Zeller naturellement n'a pas été insérée, mais par contre on se garde bien de faire une allusion même cachée aux questions posées. Que ce soit sur « la carte postale », sur les responsabilités occupées par Zeller dans la J.S., sur l'unité d'action, les entrevues privées avec Guyot, Granjon, Michaud, pas un mot de contestation. Sur les entrevues avec Tchomodanov et Kossarev, le silence le plus prudent, toujours le silence !

Que doivent penser les jeunes communistes qui ont lu l'article de l'Avant Garde et notre mise au point ? Ces bureaucrates calomnieux haineusement afin de masquer leur absence de politique nette et ensuite rentrent dans l'ombre comme des hiboux.

Qu'importe ; ils savent que nous sommes décidés à aller jusqu'au bout pour les démasquer et ils savent bien que nous ne les lâcherons pas. Aussi ils doivent à l'heure actuelle regretter d'avoir été si forts.

Puisque l'Avant-Garde n'apporte pas la preuve de ses « accusations » nous la poursuivons comme nous l'avions annoncé devant les tribunaux, sans nous faire d'illusion sur cette procédure, peut-être réussirons ainsi à obliger les staliniens à apporter leurs « preuves ».

A Saint-Denis les Jeunesses du F.P. organisèrent mardi 23 mars un meeting contre le fascisme. Doriot ayant menacé de faire du grabuge, les responsables décidèrent de supprimer le meeting, afin d'éviter des incidents.

Mardi 24, notre cellule de Saint-Denis a distribué plusieurs milliers de tracts, invitant les ouvriers à assister à un meeting jeudi 1^{er} avril, meeting pour l'organisation duquel notre cellule a fait des propositions d'unité d'action à toutes les organisations antifascistes de jeunes (J.S., J.C., J.A.C., J.E.U.N.E.S.).

Avec nous le prolétariat d'yonien ne laissera pas la voie libre au fascisme.